

LE 20 JUILLET 2020

Japon: maltraitance d'enfants dans la poursuite des médailles olympiques

L'organisation des Jeux d'été de 2021 devrait entreprendre des réformes systémiques urgentes
Publié dans

(Tokyo) – Les enfants athlètes japonais subissent des violences physiques, sexuelles et verbales lors de l'entraînement pour le sport, a déclaré Human Rights Watch dans un nouveau rapport, publié aujourd'hui, qui documente la dépression, les suicides, les handicaps physiques et les traumatismes à vie résultant de ces abus. Le Japon accueillera les Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo à compter du 23 juillet 2021. Le rapport de 67 pages, «I Was Hit So Many Times I Can't Count»: Abuse of Child Athletes in Japan», documente l'histoire japonaise des châtiments corporels dans le sport – connu sous le nom de *taibatsu* en japonais – et constate la maltraitance des enfants dans l'entraînement sportif dans les écoles, fédérations et sports d'élite japonais.

Dans des interviews et une enquête en ligne à l'échelle nationale, des athlètes japonais de plus de 50 sports ont signalé des abus qui comprenaient avoir reçu des coups de poing au visage, des coups de pied, des coups de pied avec des objets comme des chauves-souris ou des bâtons de kendo en bambou, être privés d'eau, étouffés, fouettés avec des sifflets ou des raquettes, et être abusés sexuellement et harcelés.

« Pendant des décennies, les enfants japonais ont été brutalement battus et agressés verbalement au nom de la victoire de trophées et de médailles », a déclaré Minky Worden, directeur des initiatives mondiales à Human Rights Watch. « Alors que le Japon se prépare à accueillir les Jeux olympiques et paralympiques à Tokyo en juillet 2021, les projecteurs mondiaux offrent une occasion unique de changer les lois et les politiques au Japon et dans le monde entier pour protéger des millions d'enfants athlètes. »

Human Rights Watch a documenté les expériences de plus de 800 anciens enfants athlètes – plus de 50 d'entrevues en personne et 757 d'une enquête en ligne – y compris des olympiens et des athlètes paralympiques.

L'enquête a eu des participants de 45 des 47 préfectures japonaises, et 50 sports. Human Rights Watch a également surveillé les informations des médias japonais faisant état de mauvais traitements infligés aux enfants dans le sport, a communiqué avec les fédérations sportives pour évaluer la disponibilité des lignes d'assistance téléphonique, a interviewé des universitaires, des journalistes, des parents et des entraîneurs, et a rencontré en personne des responsables gouvernementaux et des fédérations sportives.

En 2013, alors que le Japon était en lice pour accueillir les Jeux olympiques de 2020, une série de vidéos de cas d'abus d'athlètes d'élite de haut niveau, couplées à des suicides d'enfants athlètes, ont incité les principales agences sportives à s'exprimer sur la nécessité d'une protection de l'enfance dans le sport. En 2018, une vidéo a fait surface montrant un entraîneur de baseball de la préfecture d'Aichi à plusieurs reprises gifler, frapper et donner des coups de pied aux joueurs de son équipe. Dans la vidéo, on voit l'entraîneur frapper au moins cinq joueurs assez fort pour provoquer les athlètes adolescents à chanceler vers l'arrière.

L'indignation du public a conduit à d'importantes réformes telles que la mise en place de lignes d'assistance téléphonique pour signaler les

abus. Toutefois, Human Rights Watch a constaté que ces réformes sont des « lignes directrices » facultatives au lieu de règles, que les progrès ont été inégaux et non surveillés et qu'il n'y a pas de déclaration obligatoire des plaintes ou des statistiques relatives aux abus. Cet abus viole les lois japonaises contre la maltraitance des enfants, les normes internationales en matière de droits de l'homme et les règlements du Comité international olympique sur la protection des athlètes.

Human Rights Watch a constaté que la maltraitance des enfants dans le sport reste acceptée et normalisée dans de nombreuses parties de la société, et qu'il est difficile pour les jeunes athlètes de porter plainte contre un entraîneur ou un officiel puissant. Les écoles et les fédérations punissent rarement les entraîneurs abusifs, leur permettant souvent de continuer à entraîner, a déclaré Human Rights Watch.